



CHAPITRE 8

Loi modifiant la Loi des relations ouvrières

[Sanctionnée le 18 décembre 1959]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 162A,
aa. 21a-
21e, aj.

1. La Loi des relations ouvrières (Statuts refondus, 1941, chapitre 162A, édicté par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 30) est modifiée en y ajoutant, après l'article 21, les suivants:

Réinté-
gration
de salarié
congédié
pour
activités
syndi-
cales, etc.

"21a. Lorsqu'un salarié est congédié, suspendu ou déplacé par l'employeur ou son agent, à cause de l'exercice par ce salarié d'un droit qui lui résulte de la présente loi, ou à cause d'activité syndicale qu'elle permet, la Commission peut ordonner à l'employeur de réintégrer, dans les huit jours de la signification de l'ordonnance de la Commission à cet effet, ce salarié dans son emploi, avec tous ses droits et privilèges, et de lui payer à titre d'indemnité l'équivalent du salaire et des autres avantages dont l'a privé ce congédiement, cette suspension ou ce déplacement, et l'employeur est tenu de se conformer à l'ordonnance de la Commission à cet effet.

Plainte.

"21b. Le salarié qui croit avoir été illégalement congédié, suspendu ou déplacé pour une cause mentionnée à l'article 21a doit, s'il désire se prévaloir des dispositions dudit article, soumettre sa plainte par écrit à la Commission dans les quinze

CHAPTER 8

An Act to amend the Labour Relations Act

[Assented to, the 18th of December, 1959]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Labour Relations Act (Revised Statutes, 1941, chapter 162A, enacted by section 1 of the act 8 George VI, chapter 30) is amended by adding thereto, after section 21, the following:

R.S.,
c. 162A,
ss. 21a-
21e, added.

"21a. When an employee is dismissed, suspended or transferred by the employer or his agent, because of the exercise by such employee of a right granted to him by this act, or because of trade union activities permitted by it, the Board may order the employer to reinstate, within eight days of the service of the Board's ordinance to that effect, such employee in his employment, with all his rights and privileges, and pay him, as an indemnity, the equivalent of the salary and other advantages of which he was deprived by such dismissal, suspension or transfer, and the employer shall be bound to comply with the Board's ordinance to that effect.

Reinstale-
ment of
employee
dismissed
because
of trade
union
activities,
etc.

"21b. An employee who believes to have been illegally dismissed, suspended or transferred for a reason mentioned in section 21a must, if he wishes to take advantage of the provisions of the said section, present his complaint in writing

Com-
plaint.

jours de ce congédiement, de cette suspension ou de ce déplacement.

to the Board within fifteen days of such dismissal, suspension or transfer.

Indemnités.

"21c. Le salarié qui, congédié, suspendu ou déplacé illégalement, refuse, quoique dûment rappelé au travail par l'employeur, de reprendre son emploi, a droit à une indemnité représentant la perte de son salaire depuis le jour de son congédiement, de sa suspension ou de son déplacement illégal jusqu'au huitième jour après la signification de l'ordonnance de la Commission enjoignant à l'employeur de le réintégrer dans son emploi.

"21c. An employee who was illegally dismissed, suspended or transferred and refuses, although duly recalled to work by his employer, to return to his employment, shall be entitled to an indemnity representing the loss of his salary from the day of his illegal dismissal, suspension or transfer to the eighth day after the service of the Board's ordinance ordering the employer to reinstate him in his employ.

Idem.

Si le salarié a travaillé ailleurs, au cours de la période précitée, les salaires qu'il a ainsi gagnés doivent être déduits de cette indemnité.

If the employee has worked elsewhere during the above mentioned period, the salary which he so earned shall be deducted from such indemnity.

Quantum au cas de contestation.

Au cas de contestation entre l'employeur et le salarié quant au montant de l'indemnité, le quantum en est fixé par la Commission. Celle-ci peut exercer, pour le compte du salarié, le recours qui lui résulte de la décision de la Commission, à défaut par le salarié de s'en prévaloir dans les vingt-quatre jours de cette décision.

In case of disagreement between the employer and the employee as to the amount of the indemnity, the amount thereof shall be fixed by the Board. The latter may exercise on behalf of the employee his recourses resulting from the Board's decision, if the employee fails to exercise them within twenty-four days of such decision.

Action et délai.

L'action en recouvrement de l'indemnité, par la Commission ou par le salarié, est intentée devant le tribunal compétent en raison du montant réclamé. Ce recours se prescrit par six mois à compter du huitième jour de la décision de la Commission.

The action in recovery of the indemnity, by the Board or by the employee, shall be brought before the competent court according to the amount claimed. Such recourse shall be prescribed by six months from the eighth day after the decision of the Board.

Preuve incombant à l'employeur.

"21d. S'il est établi à la satisfaction de la Commission, dans un cas de congédiement, de suspension ou de déplacement visé à l'article 21a, que le salarié exerce un droit lui résultant de la présente loi ou une activité syndicale qu'elle permet, il y a présomption en sa faveur qu'il a été congédié, suspendu ou déplacé à cause de l'exercice de ce droit ou de cette activité syndicale et il incombe à l'employeur de prouver que le salarié a été congédié, suspendu ou déplacé pour une autre cause, juste et suffisante.

"21d. If it is shown to the satisfaction of the Board, in a case of dismissal, suspension or transfer contemplated in section 21a, that the employee exercises a right accorded to him by this act or engages in a trade union activity permitted by it, there shall be a presumption in his favour that he was dismissed, suspended or transferred because he exercised such right or engaged in such activity and the burden of proof that the employee was dismissed, suspended or transferred for another fair and sufficient reason shall be upon the employer.

Dispositions applicables.

"21e. Les dispositions de l'article 41b s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux ordonnances et décisions rendues par la Commission en vertu des articles 21a et 21b".

"21e. The provisions of section 41b shall apply, *mutatis mutandis*, to ordinances and decisions rendered by the Board under sections 21a and 21b."

S.R.,
c. 162A,
a. 30,
remp.

2. L'article 30 de ladite loi, remplacé et modifié par des statuts subséquents, est de nouveau remplacé par le suivant:

Compo-
sition.

"30. Cette Commission est formée d'un président, d'un vice-président et de six autres membres, dont trois représentant les employeurs et trois représentant les salariés. Ces personnes sont recommandées au ministre par les associations ouvrières et patronales les plus représentatives. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme le président, le vice-président et les membres de la Commission et il fixe leur rémunération."

S.R.,
c. 162A,
a. 33,
remp.

3. L'article 33 de ladite loi, remplacé par des statuts subséquents, est de nouveau remplacé par le suivant:

Quorum

"33. Le quorum de la Commission est de trois membres, dont le président ou le vice-président, un membre représentant les employeurs et un membre représentant les salariés.

Séances
simul-
tanées
à Mont-
réal et à
Québec,
etc.

La Commission peut siéger simultanément à Montréal, à Québec et ailleurs, pourvu que chaque séance soit tenue sous la présidence du président ou du vice-président de la Commission et que la partie patronale et la partie ouvrière y soient représentées sur un pied d'égalité."

S.R.,
c. 162A,
a. 35a,
remp.

4. L'article 35a de ladite loi, édictée par l'article 6 de la loi 10 George VI, chapitre 37, et remplacé par l'article 3 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 10, est de nouveau remplacé par le suivant:

Prési-
dence.

"35a. Sous réserve des dispositions de l'article 33, les séances de la Commission sont présidées par le président ou le vice-président de la Commission.

Repré-
sentation.

Les parties patronale et ouvrière doivent y être représentées sur un pied d'égalité.

Décision
à la
majorité.

Les décisions de la Commission sont prises à la majorité des voix des membres présents.

Vice-
président
ne votant
pas.

Lorsque le président et le vice-président siègent en même temps à une séance de la Commission, le vice-président prend part aux délibérations, mais il ne vote pas.

Valeur de
certaines
décisions.

Une décision signée par tous les membres de la Commission a la même valeur

2. Section 30 of the said act, replaced R.S.,
c. 162A,
s. 30,
replaced.
and amended by subsequent statutes, is
again replaced by the following:

"30. Such Board shall consist of a Compo-
sition.
chairman, a vice-chairman and six other
members, three of them representing the
employers and three representing the em-
ployees. Such persons shall be recom-
mended to the Minister by the most
representative labour and employers' asso-
ciations. The Lieutenant-Governor in
Council shall appoint the chairman, the
vice-chairman and the members of the
Board and fix their remuneration."

3. Section 33 of the said act, replaced R.R.,
c. 162A
s. 33,
replaced.
by subsequent statutes, is again replaced
by the following:

"33. Three members, comprising the Quorum.
chairman or the vice-chairman, one mem-
ber representing the employers and one
member representing the employees, shall
constitute a quorum of the Board.

The Board may sit simultaneously at Simul-
taneous
sittings
at Mont-
real and
at Quebec,
etc.
Montreal, at Quebec, and elsewhere,
provided that each sitting be presided
over by either the chairman or the vice-
chairman of the Board and that the em-
ployers' and the employees' groups be
represented thereat on an equality basis."

4. Section 35a of the said act, enacted R.S.
c. 162A,
s. 35a,
replaced.
by section 6 of the act 10 George VI,
chapter 37, and replaced by section 3 of
the act 2-3 Elizabeth II, chapter 10, is
again replaced by the following:

"35a. Subject to the provisions of Prési-
dency.
section 33, the sittings of the Board shall
be presided over by the chairman or
vice-chairman of the Board.

The employers' and employees' groups Repré-
sentation.
must be represented thereat on an equa-
lity basis.

The decisions of the Board shall be Décisions
by ma-
jority.
carried by a majority of votes of the
members present.

When the chairman and vice-chairman Vice-
chairman
not to
vote.
sit at the same time at a sitting of the
Board, the vice-chairman participates in
the deliberations, but he does not vote.

A decision signed by all the members Value of
certain
decisions.
of the Board, shall have the same value

qu'une résolution adoptée en séance régulière."

as a resolution passed at a regular sitting."

S.R.,
c. 162A,
a. 42,
remp.

Défaut
de recon-
naître
associa-
tion de
salariés.

5. L'article 42 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"**42.** Tout employeur ou association d'employeurs qui, ayant reçu l'avis prescrit, fait défaut de reconnaître comme représentants de salariés à son emploi les représentants d'une association reconnue à cette fin par la Commission ou de négocier de bonne foi avec eux une convention collective de travail, commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus mille dollars pour chaque jour ou fraction de jour que dure l'infraction."

5. Section 42 of the said act is replaced by the following:

"**42.** An employer or association of employers who or which, having received the prescribed notice, fails to acknowledge as representing employees in his or its employ the representatives of an association recognized for such purpose by the Board, or to negotiate in good faith a collective labour agreement with them, is guilty of an offence and liable to a fine of not less than one hundred dollars nor more than one thousand dollars for each day or portion of a day during which such offence continues."

R.S.,
a. 162A,
s. 42,
replaced.

Failure to
acknow-
ledge em-
ployee's
associa-
tion.

S.R.,
a. 162A,
a. 44,
remp.

Amende
à défaut
d'autre
peine.

6. L'article 44 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"**44.** Quiconque fait défaut de se conformer à une obligation ou à une prohibition imposée par la présente loi, ou par un règlement ou une décision de la Commission, commet une infraction et est passible, à moins qu'une autre peine ne soit applicable, d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus mille dollars pour chaque jour ou fraction de jour que dure l'infraction."

6. Section 44 of the said is replaced by the following:

"**44.** Any person who fails to comply with any obligation or prohibition imposed by this act or by a regulation or decision of the Board is guilty of an offence and liable, unless another penalty is applicable, to a fine of not less than one hundred dollars nor more than one thousand dollars for each day or portion of a day during which the offence continues."

R.S.,
c. 162A,
s. 44,
replaced.

Fine
where no
other
penalty
appli-
cable.

S.R.,
c. 162A,
a. 49,
remp.

Autorisa-
tion des
poursui-
tes.

7. L'article 49 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"**49.** Toute poursuite pénale en vertu de la présente loi peut être intentée par la Commission, ou par une partie intéressée, avec l'autorisation écrite de la Commission ou le consentement du procureur général."

7. Section 49 of the said act is replaced by the following:

"**49.** Any penal prosecution under this act may be taken by the Board, or by any interested party with the written authorization of the Board or the consent of the Attorney-General."

R.S.,
c. 162A,
s. 49,
replaced.

Author-
ization for
prosecu-
tion.

Entrée en
vigueur.

8. La présente loi entrera en vigueur le cinq janvier 1960.

8. This act shall come into force on the fifth of January, 1960.

Coming
into force.